

République Française
VILLE DU HAVRE

ARRETE DU MAIRE

ARRT-2025.2219 URBANISME ET TRANSITION ECOLOGIQUE – AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE VALANT SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE DU CENTRE RECONSTRUIT DU HAVRE - MODIFICATION N°1 - ENQUETE PUBLIQUE – OUVERTURE ET ORGANISATION -

Le maire du Havre,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1 et suivants, L. 123-1 et suivants, R. 122-1 et suivants, et R. 123-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme et notamment son article R. 104-1 et suivant ;

VU le code du patrimoine et notamment ses articles L. 631-1 et suivants ;

VU la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (dite loi LCAP) et notamment son article 112 III ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juillet 1995 créant une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) du centre reconstruit du Havre ;

VU la délibération n° 20160432 du conseil municipal du 11 juillet 2016 décidant notamment d'approuver le projet de modification de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) du centre reconstruit du Havre en l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2018 portant création de la Communauté urbaine de l'agglomération havraise, du canton de Criquetot-l'Esneval et de Caux Estuaire issue de la fusion de la Communauté d'agglomération havraise, de la Communauté de communes Caux Estuaire et de la Communauté de communes du canton de Criquetot-l'Esneval et prévoyant notamment dans ses compétences obligatoires le plan local d'urbanisme (PLU) et documents d'urbanisme en tenant lieu ;

VU la délibération n° 20240066 du conseil municipal du 11 mars 2024 sollicitant, de la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, la délégation de compétence pour la modification du règlement de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) du centre reconstruit valant site patrimonial remarquable (SPR) ;

VU la délibération n° 20240096 du conseil communautaire de la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole du 11 avril 2024 déléguant à la ville du Havre la compétence pour mener la procédure de modification du règlement de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) du centre reconstruit valant site patrimonial remarquable (SPR) ;

VU le courrier de saisine de la Mission régionale d'autorité environnementale de Normandie (MRAe) du 10 février 2025 et son dossier joint justifiant que la procédure de modification du règlement de l'AVAP valant SPR du centre reconstruit n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

VU l'avis de la MRAe en date du 2 avril 2025 dispensant d'évaluation environnementale la procédure de modification du règlement de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) du centre reconstruit du Havre valant site patrimonial remarquable (SPR) ;

VU la délibération n° 20250116 du conseil municipal du 28 avril 2025 décidant de conclure à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour la procédure de modification du règlement de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) applicable dans le périmètre du site patrimonial remarquable (SPR) du centre reconstruit du Havre ;

VU la décision du tribunal administratif de Rouen n°E25000024/76 du 24 avril 2025 désignant Mme Anne PAGEL-VENABLES en qualité de commissaire-enquêtrice titulaire et M. Bernard LOUIS en qualité de commissaire-enquêteur suppléant ;

VU l'avis de l'Architecte des bâtiments de France ;

VU les avis de la commission locale SPR ;

VU les pièces du dossier à soumettre à enquête publique ;

ARRETE

Article 1 : objet, date et durée de l'enquête :

Il sera procédé à une enquête publique **du lundi 23 juin 2025 à 9h au mardi 8 juillet 2025 à 17h**, soit une durée de seize jours consécutifs, sur le projet de modification n°1 du règlement de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) valant site patrimonial remarquable (SPR) du centre reconstruit du Havre.

Le projet de modification n°1 du règlement de l'AVAP valant SPR porte sur les sujets suivants :

Sujet 1- renforcer la réglementation actuelle et la mettre en cohérence avec l'objectif de maintien de la Valeur universelle exceptionnelle du bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, notamment sur l'intégration des constructions nouvelles et des constructions à caractère exceptionnels et symboliques,

Sujet 2 - compléter le règlement pour encadrer les travaux sur les constructions réalisés depuis 2016,

Sujet 3 - compléter le règlement pour les travaux portant sur les devantures et les enseignes pour certains types de bâti afin de renforcer la protection de leurs caractéristiques,

Sujet 4 - compléter le règlement des espaces libres publics ou privés pour encadrer l'insertion des nouveaux mobiliers urbains et équipements et sur le bâti, l'insertion des émergences et équipements techniques,

Sujet 5 - la modification a pour objet de faire évoluer certaines règles du règlement AVAP afin d'apporter des compléments ou clarifications dans leur rédaction pour faciliter leur application.

Article 2 : Désignation du commissaire-enquêteur :

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rouen a désigné par décision en date du 24 avril 2025 Mme Anne PAGEL-VENABLES, ingénieure retraitée, en tant que commissaire-enquêtrice titulaire et M. Bernard LOUIS, géomètre-expert retraité, en tant que commissaire-enquêteur suppléant. Pour les besoins de l'enquête, Mme Anne PAGEL-VENABLES et M. Bernard LOUIS sont autorisés à utiliser leur véhicule personnel lors de leurs déplacements.

Article 3 : Le dossier soumis à enquête publique comprend notamment :

Le dossier comprend :

- le rapport de présentation de la modification n°1 du règlement du dossier de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) valant site patrimonial remarquable (SPR) du centre reconstruit du Havre,
- le projet de règlement modifié du dossier précité,
- l'avis délibéré de la Mission régionale d'autorité environnementale de Normandie (MRAe) dispensant d'évaluation environnementale la procédure de modification du règlement de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) du centre reconstruit du Havre valant site patrimonial remarquable (SPR),
- les délibérations des collectivités territoriales concernées,
- les avis de la commission locale SPR,
- l'avis de l'Architecte des bâtiments de France.

Article 4 : publicité de l'enquête :

Un avis faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux diffusés dans le département : Paris-Normandie et le Courrier Cauchois.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête :

- avant ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion,
- au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

Dans le même délai et pendant toute la durée de l'enquête, cet avis sera consultable, sur le site internet de la ville du Havre : lehavre.fr.

Cet avis sera affiché en mairie du Havre et dans la zone publique du Havre concernée (dont la Maison du patrimoine Le Havre Seine Métropole, l'Office du tourisme) au moins 15 jours avant le début de l'enquête publique et ce, jusqu'à la clôture de celle-ci.

Article 5 : mise à disposition du dossier :

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le dossier d'enquête publique, dans sa version papier, et le registre d'enquête seront mis à la disposition du public, au **siège de l'enquête : hôtel de ville de la mairie du Havre – (accueil de l'état civil) - 1517 place de l'hôtel de ville 76600 Le Havre**, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet de la ville du Havre à l'adresse suivante : lehavre.fr.

Article 6 : observations du public :

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- sur le registre d'enquête ouvert au lieu visé à l'article 5
- ou les adresser par écrit à madame la commissaire-enquêtrice du projet de modification n°1 du règlement de l'AVAP valant SPR du centre reconstruit du Havre – mairie du Havre – direction Urbanisme et transition écologique - 1517 place de l'hôtel de ville 76600 Le Havre,
- ou les transmettre par voie électronique à l'adresse : urbanisme@lehavre.fr

En outre, Madame la commissaire-enquêtrice se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations aux jours et heures ci-dessous :

- **lundi 23 juin 2025 de 9h à 12h, à l'hôtel de ville du Havre,**
- **samedi 28 juin 2025, de 9h à 12h, à l'hôtel de ville du Havre,**
- **mardi 8 juillet 2025 de 14h à 17h, à l'hôtel de ville du Havre.**

Les observations et propositions de la population sont publiques et pourront être consultées par tous au siège de l'enquête, qu'elles soient transmises par voie postale, mails ou consignées dans les registres papier.

Les dépositions peuvent se faire pendant toute la durée de l'enquête de manière anonyme ou non. En cas de déposition non anonyme, le public est informé que les données sont susceptibles d'être mises en ligne avec le rapport d'enquête publique.

Toute information sur le déroulement de l'enquête peut être obtenue à l'adresse suivante : mairie du Havre – direction Urbanisme et transition écologique - par téléphone au : 02 79 92 76 90 ou 02 35 19 45 37.

Article 7 : Personne responsable du projet :

La Ville du Havre représentée par son maire M. Edouard PHILIPPE.

Toutes informations relatives au projet de modification n°1 du règlement de l'AVAP valant SPR du centre reconstruit du Havre peuvent être demandées auprès de la direction Urbanisme et transition écologique - par téléphone au : 02 79 92 76 90 ou 02 35 19 45 37.

Article 8 : Clôture de l'enquête :

A l'expiration du délai d'enquête, le registre est clos par la commissaire-enquêtrice qui rencontre, dans un délai de huit jours maximum, le responsable du projet. Elle lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Article 9 : rapport et conclusions du commissaire-enquêteur :

La commissaire-enquêtrice disposera d'un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête pour transmettre au maire du Havre son rapport et ses conclusions motivées accompagnés du registre d'enquête et d'éventuelles pièces annexées.

Elle transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

Une copie du rapport et des conclusions motivées sera adressée par le maire du Havre à Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime et Madame la Sous-Préfète du Havre.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public à la mairie du Havre – direction Urbanisme et transition écologique – 1517 place de l'hôtel de ville – 76600 Le Havre et consultables également sur le site internet de la Ville (lehavre.fr) pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 10 : suite donnée à la procédure d'enquête publique :

Au terme de l'enquête publique, du rapport et des conclusions motivées de la commissaire-enquêtrice, le dossier modifié sera approuvé par l'autorité compétente.

Article 11 : recours :

Conformément aux dispositions des articles R. 412-1 et R. 421-5 du code de justice administrative le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 12 : exécution :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville du Havre et Madame la commissaire-enquêtrice sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée. Monsieur le Préfet de région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime, Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement du Havre, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

En l'hôtel de ville du Havre, le

22 MAI 2025

Pour le maire et par délégation

Jean-Baptiste GASTINNE
1^{er} adjoint au maire
Chargé de l'Urbanisme
Et de l'environnement



ACTE EXECUTOIRE

Reçu en sous-préfecture le

22 MAI 2025

Publié le 22 MAI 25 en 12 JUN 25